

Didier Méhu, Néri de Barros Almeida, Marcelo Cândido da Silva (dir.), Pourquoi étudier le Moyen Âge? Les médiévistes face aux usages sociaux du passé, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, 260 p.

Nicolas Perreaux

► **To cite this version:**

Nicolas Perreaux. Didier Méhu, Néri de Barros Almeida, Marcelo Cândido da Silva (dir.), Pourquoi étudier le Moyen Âge? Les médiévistes face aux usages sociaux du passé, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, 260 p.. 2014, pp.390-392. 10.3917/rhis.142.0385 . halshs-02983624

HAL Id: halshs-02983624

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02983624>

Submitted on 5 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

670

Avril 2014

Revue trimestrielle

Revue

historique

Fondée en 1876 par Gabriel Monod

puf

Didier Méhu, Néri de Barros Almeida, Marcelo Cândido da Silva (dir.), *Pourquoi étudier le Moyen Âge ? Les médiévistes face aux usages sociaux du passé*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, 260 p.

Les médiévistes le savent depuis fort longtemps : le Moyen Âge est tout sauf uniforme. Tout en possédant une cohérence globale, cohabitent en son sein des temps et des espaces qui divergent par de nombreux aspects. De la même manière, en ce début de XXI^e siècle, notre vision de l'objet « Moyen Âge » est sans cesse réactualisée, déformée, réinvestie lors de commémorations qui le déclinent sous toutes sortes de formes, aussi bien concrètes que virtuelles. Saisir comment ces deux perspectives peuvent s'articuler afin de dégager les études médiévales de certains présupposés semble être un projet aussi nécessaire que neuf. Injustement passé inaperçu malgré un premier compte rendu détaillé (Eduardo Henrik Aubert, « Apontamentos sobre a legitimidade atual da história medieval tecidos no entorno de uma obra recente », *Medievalista* [revue en ligne], n° 14, juillet-décembre 2013, <http://www2.fcsh.unl.pt/iem/medievalista/MEDIEVALISTA14/aubert1411.html>, site consulté le 31 décembre 2013), l'ouvrage collectif sous la direction de Didier Méhu, Néri de Barros Almeida et Marcelo Cândido Da Silva, *Pourquoi étudier le Moyen Âge ? Les médiévistes face aux usages sociaux du passé* (2012), mérite donc tout d'abord d'être salué pour son approche aussi atypique que courageuse.

L'axe commun des contributions du volume est en effet une interrogation sur les *perspectives* sociales multiples dans lesquelles les études médiévales peuvent venir s'intégrer. En cela, le plan du livre semble judicieux, malgré d'inévitables recouvrements : la première partie correspond à une approche sociologique systématique (« (In)utilité et légitimation des études de la société médiévale »), la seconde évoque la situation des études médiévales envisagées comme *champ* disciplinaire (« Structuration du champ de l'histoire médiévale et relations avec les autres sciences sociales »), la dernière enfin, la situation (essentiellement) chronologique de la période au sein de la discipline historique (« Champs, coordonnées et usages des "âges moyens" »). Ainsi fondé, le volume tisse les liens d'une dialectique complexe (rapport au Moyen Âge et plus largement aux « âge moyens » / rapport à la société médiévale, et aux relations que ces deux objets entretiennent), couvrant un champ d'investigations très large. Dans le contexte scientifique actuel, fait de marchandisation du savoir, de restrictions budgétaires et de contrôles accentués, cette entreprise autoréflexive apparaît comme salutaire !

Les trois premières communications, qui représentent à elles seules la moitié du volume, offrent un cadre directionnel au projet. Abordant la question par la philosophie de l'histoire, Julien Demade (« L'histoire (médiévale) peut-elle exciper d'une utilité intellectuelle qui lui soit spécifique ? ») tente tout d'abord de dépasser la problématique de l'utilité et de la légitimité de la médiévisité en examinant les démonstrations employées afin de la justifier. Il montre ainsi avec toute la clarté nécessaire que ni l'argument de la proximité (« le Moyen Âge c'est nous » / question de nos « origines » médiévales), ni l'approche par l'altérité ne permettent de dépasser la crise de légitimité diagnostiquée par les auteurs du volume. L'élégante solution proposée par l'auteur, qui consiste à faire passer le critère d'utilité au second plan, semble néanmoins n'être possible qu'à travers une refonte assez large de notre système social. Revenant sur son essai remarqué de 2007, *L'Histoire (du Moyen Âge) est un sport de combat. Réflexions sur les finalités de l'Histoire du Moyen Âge destinées à une société dans laquelle même les étudiants d'Histoire s'interrogent*, Paris, 2007, Joseph Morsel (« L'Histoire (du Moyen Âge) est un sport de combat... deux ans après : retour sur une tentative de légitimation sociale ») montre quant à lui qu'une part du problème de l'utilité

pourrait être évacuée si les historiens (médiévistes) acceptaient une « décrispation » disciplinaire. Cet argument, qui permet d'entrevoir qu'ainsi les études médiévales seraient mieux intégrées aux SHS et plus globalement à la Science en train de se faire, nous semble particulièrement juste. L'auteur montre d'ailleurs qu'un travail sur les présupposés encadrant notre pratique aboutirait *de facto* à cette meilleure intégration, en mettant en lumière qu'il n'y a pas de Moyen Âge en dehors d'une pensée du présent. C'est d'ailleurs dans cette même optique que se situe l'article de Didier Méhu (« L'historien médiéviste face à la "demande sociale" »), optimiste et dynamique, qui tente de déconstruire le sens de la « demande croissante de sur-légitimation des activités non rentables ». Observant l'espace occupé par le Moyen Âge dans la communication culturelle depuis les années 1980 (expositions, commémorations, reconstitutions), revenant sur des expériences personnelles face à cette « demande d'âges moyens » (aussi bien de la part de conservateurs que d'amateurs, dans le réel que dans le virtuel), il montre que le rôle de l'historien est éminemment social et que son activité peut être considérée comme une nécessité politique, car elle permet, par comparatisme, la critique des dynamiques sociales contemporaines.

Fondant sa réflexion sur un corpus circonscrit (la revue *L'Homme*), Eliana Magnani (« Un Moyen Âge des anthropologues ? ») renverse quant à elle la perspective qui consiste à interroger les apports de l'anthropologie à l'histoire du Moyen Âge et pose la question suivante : d'où les anthropologues tirent-ils leurs connaissances de la société médiévale ? En cela, l'article donne le ton du second axe du volume : où localiser nos études en tant que champ disciplinaire ? Cette perspective décentrée l'amène à s'interroger sur l'utilisation des concepts par les médiévistes et sur les pratiques d'importations « sauvages » que ces derniers adoptent, en particulier à partir des travaux de Maurice Godelier. Cette approche, assimilable à celle de la *Begriffsgeschichte*, apparaît comme particulièrement riche. Les contributions de Néri de Barros Almeida (« L'histoire médiévale au Brésil : du parcours solitaire à l'inclusion dans le champ des sciences humaines ») et de Marcelo Cândido da Silva (« Pourquoi étudier le haut Moyen Âge au XXI^e siècle, au Brésil ? ») convergent par ailleurs dans une même direction : de quelle manière étudier le Moyen Âge dans un cadre non-européen (le Brésil) au XXI^e siècle ? C'est par l'adoption d'une perspective géographique renouvelée qu'ils tentent de saisir la structure de notre champ disciplinaire et son insertion sociale. En cela, ils s'inscrivent dans la perspective qu'avaient retenue les médiévistes participant à la série de rencontres consacrées au *Moyen Âge vu d'ailleurs* (en 2002-2006 : Eliana Magnani [dir.], *Le Moyen Âge vu d'ailleurs : voix croisées d'Amérique latine et d'Europe*, Dijon, EUD, 2010 ; Ead. [dir.], *Le Moyen Âge vu d'ailleurs*, dans *BUCEMA*, Hors-série n° 2, 2008, <http://cem.revues.org/3912>, site consulté le 31 décembre 2013). Comme dans le cas de l'article de Jérôme Baschet, les deux auteurs montrent que c'est en pratiquant une interrogation conjointe sur le « double rapport d'enchaînement » entre « dynamique et altérité », qu'il devient possible de dégager l'historiographie des perspectives colonialistes et nationalistes et, indirectement, des lectures utilitaristes.

La contribution de ce dernier (« Entre le Moyen Âge et nous »), occupe ainsi une place particulièrement importante au sein de l'économie de la troisième partie. En « réanimant » la question de la transition entre « système féodo-ecclésial » et capitalisme, il montre qu'il est urgent de placer le problème de la dynamique des sociétés historiques au cœur de nos réflexions (Baschet propose de parler d'une « mondialisation féodo-ecclésiale », et fait référence aux travaux d'Immanuel Wallerstein), d'abord pour en comprendre le sens. Les contributions de Gadi Algazi (« Les âges moyens et les reliques vivantes : deux figures de l'imagination historique ») et de Luiz Marques (« 130-300 *circa*. Les coordonnées mentales de l'Occident médiéval se sont-elles définies entre Hadrien et Dioclétien ? ») vont aussi dans cette direction.

Elles visent à comprendre l'insertion du Moyen Âge au sein d'une typologie plus vaste : celle des âges moyens, que les intellectuels construisent face à l'Antiquité et aux « âges modernes », presque toujours « en creux ». En définitive, la contribution de Pierre Chastang (« Le texte médiéval et l'hypertexte. Éditer des documents du Moyen Âge au XXI^e siècle »), clôturant le volume, montre qu'une des voies possibles pour mettre en œuvre pratiquement ces lectures théoriques consiste dans le traitement numérique des textes. Prenant acte du renouveau du système technique (en particulier d'Internet – un point déjà abordé par Joseph Morsel en 2007) et du rapport au texte ainsi induit, il montre que la mise en base de textes anciens permet de revisiter certains liens scripturaux, en rendant possible des lectures non-linéaires de productions qui étaient, à l'époque médiévale, considérées comme un tout.

À ce titre, on aurait sans doute aimé lire plus de propositions pratiques permettant de mettre en œuvre le(s) programme(s) théorique(s) défini(s) dans les contributions – qui sont, au total, relativement variées et nuancées, quelquefois inégales. Passer, en quelque sorte, du « pourquoi » au « comment », de la causalité à la conditionnalité (*i.e.* non pas seulement « Pourquoi étudier le Moyen Âge ? », mais aussi « comment ? »), ce qui est à notre sens une condition nécessaire afin de dépasser efficacement et pour de bon les critères utilitaristes. Ce « comment » pourrait d'ailleurs jouer un rôle central, en permettant la « décrispation disciplinaire » que semble appeler de leurs vœux l'ensemble des contributeurs. Reste que le volume offre la démonstration qu'une réflexion abstraite sur la pratique des historiens (médiévistes) ne nuit pas à leur activité, bien au contraire, et qu'elle peut même en devenir une composante centrale, un élément clé du renouveau. Gageons que la miniature du XV^e siècle retenue pour illustrer la couverture de l'ouvrage, montrant la colombe apportant à Noé un rameau d'olivier, soit porteuse d'un message positif à l'attention de ceux qui souhaitent entamer des études d'histoire (médiévale), dans cette perspective dynamique et renouvelée.

Nicolas PERREAUX

Sylvie Joye, *La Femme ravie. Le mariage par rapt dans les sociétés occidentales du haut Moyen Âge*, Turnhout, Brepols, « Haut Moyen Âge » 12, 2012, 528 p.

S. Joye propose la version publiée de la thèse de doctorat qu'elle a soutenue en 2006. L'auteur y analyse la pratique, la perception et la répression du rapt du IV^e au X^e siècle, dans un Occident chrétien à l'échelle duquel s'organisent les stratégies matrimoniales de familles aristocratiques. Désireuse de dépasser la seule approche institutionnelle, elle entend « remettre dans leur contexte idéologique, politique et social les cas individuels de rapt tout comme les mesures prises plus généralement à l'encontre de cette pratique » (p. 31). Après une réflexion historiographique sur l'émergence du concept de rapt, élaboré *a posteriori* par les anthropologues et les juristes au milieu du XIX^e siècle (chap. I), elle engage une analyse critique des sources à la disposition du chercheur (chap. II) : sources juridiques séculières et canoniques (droit tardo-antique, lois barbares, capitulaires, conciles, pénitentiels), quelques actes de la pratique (notamment judiciaire pour le seul espace italien), la littérature épistolaire, les sermons, les œuvres de moralistes et les sources narratives, soit un corpus qui lui a permis de constituer un répertoire de 38 affaires de rapt. Ces sources